



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition n° 25 du 29 mai 2009*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

**[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)**

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 2 juin 2009

## SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....	474
<b>PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....</b>	<b>474</b>
<b>SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES .....</b>	<b>474</b>
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2009-154 en date du 24 avril 2009 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est .....	474
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>475</b>
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....</b>	<b>475</b>
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique .....	475
Extrait de l'arrêté modificatif n° 1 du 20 mai 2009 concernant la commission d'attribution de l'indemnité de départ en faveur de certains commerçants et artisans.....	475
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 25 mai 2009 autorisant l'extension de 652 m² de vente d'un supermarché à l'enseigne INTERMARCHÉ à Deneuvre .....	475
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 25 mai 2009 autorisant la création d'un magasin d'équipement de la maison et de la personne à l'enseigne BABOU à Essey-lès-Nancy de 2 900 m² de vente .....	475
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 25 mai 2009 autorisant l'extension de 1 006 m² de vente d'un magasin de bricolage à l'enseigne BRICOMARCHE à Longwy - ZI du Pulventeux .....	475
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>475</b>
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité .....	475
Extrait de l'arrêté du 18 mai 2009 constatant la mise à jour du périmètre du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle .....	475
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>476</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE .....</b>	<b>476</b>
Service actions et établissements de santé .....	476
Extrait de l'arrêté n° 4 du 11 mai 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin .....	476
<b>DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS .....</b>	<b>477</b>
Liste des associations de Meurthe-et-Moselle ayant reçu l'agrément jeunesse et éducation populaire après avis de la commission départementale du 12 mai 2009.....	477
<b>DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST .....</b>	<b>477</b>
Secrétariat général - Cellule juridique .....	477
Arrêté n° 2009/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 15 mai 2009 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.....	477
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....</b>	<b>480</b>
Service cohésion sociale.....	480
Extrait de l'arrêté n° 2009-574 du 27 mai 2009 fixant le cahier des charges relatif à la domiciliation des personnes sans domicile stable.....	480
Service santé - environnement .....	480
Extrait de l'arrêté n° 427/2009/DDASS/SE du 20 mai 2009 portant déclaration d'insalubrité rémissible du local d'habitation sis route de Sivry à Serrières-Belleau (54610) édifié sur la parcelle cadastrée T 59 .....	480
Service solidarité - autonomie .....	482
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 387 du 19 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Fontaine de Lincourt" de Einville-au-Jard.....	482
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 404 du 19 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Sablons" de Pulnoy.....	483
Extrait de l'arrêté 2009 DDASS / SSA / n° 467 – DISAS / Direction PA/PH n° 193 du 20 mai 2009 modifiant l'arrêté en date du 26 mars 2007 autorisant la transformation totale en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) de la maison de retraite « La Sainte Famille » à Vandoeuvre.....	483
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 505 du 6 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port .....	484
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 506 du 6 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du centre de moyen séjour de Faulx.....	484
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 572 du 19 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Sainte Famille" de Vandoeuvre-lès-Nancy .....	484
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 592 du 20 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Audun-le-Roman .....	485
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 593 du 20 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Briey-Homécourt .....	485
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 594 du 20 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome du centre de soins Sainte-Marie à Nancy .....	486
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 595 du 20 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Royaumeix .....	487
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 596 du 20 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'association hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons.....	487
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 598 du 26 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les 4 Cantons" de Baccarat.....	487
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 599 du 26 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les 3 Rivières" de Blainville-sur-Eau.....	488
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 600 du 26 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les Etangs" de Einville-au-Jard .....	489
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 601 du 26 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut public autonome de Vézelize.....	489
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE .....</b>	<b>490</b>
Service agriculture, forêt, chasse .....	490
Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/263 du 15 mai 2009 accordant la labellisation en tant que Centre d'Élaboration du Plan de Professionnalisation Personnalisé à la Chambre d'agriculture de Lorraine .....	490
Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/264 du 15 mai 2009 accordant la labellisation en tant que Point Info Installation à l'association « Point Info Installation de Meurthe-et-Moselle » .....	490
Extrait de l'arrêté 2009/DDEA/AFC n° 265 du 18 mai 2009 relatif à la mise en œuvre de la prime herbagère agroenvironnementale 2 - campagne 2009.....	490
Service aménagement durable, urbanisme, risques .....	491
Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/ADUR/009 du 18 mai 2009 - Commune de Praye - Approbation de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme .....	491

Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/ADUR/017 du 20 mai 2009 portant prorogation du délai de validité des effets de la déclaration d'utilité publique du 2 juin 2004 - Liaison routière entre Briey et l'autoroute A4 - Construction d'une voie nouvelle entre la route départementale n° 137 et la route départementale n° 613 (ancienne route nationale n° 103), sur le territoire des communes de Briey et de Moutiers .....492

**TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....492**

Arrêté du 25 mai 2009 portant délégation de signature à M. Michel RIBAGNAC, inspecteur départemental des impôts, responsable du service des impôts des particuliers de Pont-à-Mousson .....492

**AVIS ET COMMUNICATIONS .....492**

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....492**

**DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....492**

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement .....492

Avis de demande de constitution d'un groupe de travail appelé à élaborer un règlement de publicité à Baccarat.....492

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....493**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE .....493**

Service aménagement durable, urbanisme, risques .....493

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 13353 du 27 mai 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Lunéville ....493

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 24702 du 27 mai 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Ecrouves.....493

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 27968 du 27 mai 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Autrey .....493

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 29660 du 27 mai 2009 autorisant EH VOSGES à exécuter des travaux sur la commune de Bures .....493

**AUTRES SERVICES .....493**

**CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE .....493**

Extrait de la décision n° 09-03 du 22 avril 2009 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant la transmission à l'Agence Nationale des Chèques Vacances (ANCV) des données correspondantes aux personnes fragiles susceptibles de bénéficier d'une aide sous forme de chèques vacances.....493

Extrait de la décision n° 08-22 du 7 janvier 2009 relative à l'évolution d'un traitement portant sur la mise en œuvre d'une enquête de santé relative au vieillissement en agriculture .....494

Extrait de l'acte réglementaire du 7 mai 2009 relatif à un traitement de données à caractère personnel portant sur le transfert de données fiscales de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) vers la CCMSA permettant la suppression de la déclaration de ressources pour les prestations familiales .....494

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

**Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2009-154 en date du 24 avril 2009 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est**

Le préfet de la Région Lorraine  
Préfet de la zone de défense Est  
Préfet de la Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Sont nommés membres du conseil d'administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est :

- En tant que représentants des assurés sociaux :

\* Sur désignation de la Confédération Générale du Travail (CGT)

Titulaires : M. Robert BURLION  
Mme Ghislaine STEPHANN  
Suppléants : M. Sylvio CICCOTELLI  
M. Robert ELTRUDIS

\* Sur désignation de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière (CGT-FO)

Titulaires : M. Michel OUDIN  
M. André PENAUD  
Suppléants : M. Daniel BOURET  
M. Yves SABRON

\* Sur désignation de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)

Titulaires : M. Hubert ATTENONT  
M. Gérard ROBINET  
Suppléants : M. Jean-Paul MARTIN  
M. Jean-Pierre JOLIFF

\* Sur désignation de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)

Titulaire : Mlle Caroline TYKOCZINSKY  
Suppléant : M. Charles MARTINEZ

\* Sur désignation de la Confédération Française de l'Encadrement CGC(CFE-CGC)

Titulaire : M. Roger VIOLETTI  
Suppléant : M. Alain BENAMOU

- En tant que représentants des employeurs :

\* Sur désignation du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)

Titulaires : M. Jean-Pierre CASTELLO  
M. Jean-François CULOT  
Mme Rachel MULLER  
M. Philippe PERRIN  
Suppléants : M. Jean-Pierre BIDEAU  
Mme Danielle DUBOIS  
M. Grégoire MERMET  
M. Alain REGAD

\* Sur désignation de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)

Titulaires : Mme Chantal CHABREYROU  
M. Stéphane HEIT  
Suppléants : M. Jonathan SALMON  
M. Jean-Claude SCHOSSELER

\* Sur désignation de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)

Titulaires : M. Robert BUGUET  
M. André POIREL  
Suppléants : M. Michel GERAULD  
M. Jean-François PETIT

- En tant que représentants de la fédération nationale de la mutualité française (FNMH)

Titulaire : M. Jean-Louis OLAÏZOLA  
Suppléant : M. Pierre BROUSMICHE

- En tant que représentants des associations familiales

\* Sur désignation des Unions Régionales des associations familiales de la circonscription de la caisse

Titulaire : Mme Catherine DANET  
Suppléant : M. Bernard REMY

- En tant que personnes qualifiées sur désignation du Préfet de région :

Mme Joëlle BACH  
Mme Jacqueline CHATEAU  
Mme Sylvie MATHIEU née LAMBOLEZ  
Mme Isabelle SALCIARINI

Article 2 : L'arrêté SGAR N° 2007-179 en date du 6 juillet 2007 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est est abrogé.

Article 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine, le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle, la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au bulletin officiel des régions et Champagne-Ardenne ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Metz, le 24 avril 2009

Le préfet de la Région Lorraine,  
Bernard NIQUET

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

*Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique***Extrait de l'arrêté modificatif n° 1 du 20 mai 2009 concernant la commission d'attribution de l'indemnité de départ en faveur de certains commerçants et artisans**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : L'arrêté du 14 avril 2007 concernant la commission d'attribution de l'indemnité de départ en faveur de certains commerçants et artisans est modifié ainsi qu'il suit :

La composition de la commission chargée d'attribuer l'aide instituée par l'article 106 de la loi de finances pour 1982, placée auprès de la Caisse du Régime Social des Indépendants de Nancy, est fixée comme suit :

Président : M. Gérard GABRIEL, juge auprès du tribunal de commerce de NANCY.

Le reste sans changement.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 20 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

**Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 25 mai 2009 autorisant l'extension de 652 m² de vente d'un supermarché à l enseigne INTERMARCHÉ à Deneuvre**

Réunie le 19 mai 2009, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SAS BACCARINE, en qualité d'exploitante, afin d'être autorisée à procéder à l'extension de 652 m² de vente d'un supermarché à l'enseigne INTERMARCHÉ à DENEUVRE, portant la surface totale de vente à 1970 m².

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de DENEUVRE.

Avant l'expiration du délai de recours qui est d'un mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'aménagement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 25 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 25 mai 2009 autorisant la création d'un magasin d'équipement de la maison et de la personne à l'enseigne BABOU à Essey-lès-Nancy de 2 900 m² de vente**

Réunie le 19 mai 2009, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SAS DRK Participations, en qualité de promoteur, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un magasin d'équipement de la maison et de la personne à l'enseigne BABOU à ESSEY-LES-NANCY de 2900 m² de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de ESSEY-LES-NANCY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est d'un mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'aménagement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 25 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 25 mai 2009 autorisant l'extension de 1 006 m² de vente d'un magasin de bricolage à l'enseigne BRICOMARCHE à Longwy - ZI du Pulventeux**

Réunie le 19 mai 2009, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SNC PADIVOL, en qualité de propriétaire, afin d'être autorisée à procéder à l'extension de 1006 m² de vente d'un magasin de bricolage à l'enseigne BRICOMARCHE à LONGWY - ZI du Pulventeux, portant la surface totale de vente à 4446 m².

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de LONGWY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est d'un mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'aménagement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 25 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

## DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

*Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité***Extrait de l'arrêté du 18 mai 2009 constatant la mise à jour du périmètre du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que ces modifications de périmètre entraînent une modification du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale du Sud Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Est constatée, la mise à jour du périmètre du schéma de cohérence territoriale du Sud Meurthe-et-Moselle comprenant les territoires des collectivités suivantes :

- Communauté urbaine du Grand Nancy
- Communauté de communes du bassin de Pompey
- Communauté de communes du Toulais
- Communauté de communes du Lunévillois

- Communauté de communes du pays du sel et du Vermois
- Communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson
- Communauté de communes de Moselle et Madon
- Communauté de communes de l'EPCI du pays de Colombey et du Sud Toulinois
- Communauté de communes du val de Meurthe
- Communauté de communes du Grand Couronné
- Communauté de communes du Saintois
- Communauté de communes du Saintois au Vermois
- Communauté de communes du pays du Sânon
- Communauté de communes de Seille et Mauchère
- Communauté de communes des vals de Moselle et de l'Esch
- Communauté de communes de la Vezouze
- Communauté de communes du Cristal
- Communauté de communes des trois Vallées
- Communauté de communes du Bayonnais
- Communauté de communes du massif de Haye
- Communauté de communes d'entre Meurthe et Verdurette
- Communauté de communes de la Mortagne
- Communauté de communes du pays de la Haute-Vezouze
- Communauté de communes du Badonvillois
- Communauté de communes de Hazelle
- Communauté de communes du Grand Valmon
- Communauté de communes des Côtes en Haye
- Communauté de communes du Froimont
- Communauté de communes de la pipistrelle
- Communauté de communes du Mirabée

et les 15 communes suivantes :

- Bratte, Foug, Gerbécourt-et-Haplemont, Houdreville, Marthemont, Moivrons, Pagny-sur-Moselle, Preny, Quevilloncourt, Saulxerotte, Vandières, Viéville-en-Haye, Vilcey-sur-Trey, Villers-lès-Moivrons et Villers-sous-Prény.

Article 2 - L'ensemble du dossier est consultable en préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale cités à l'article premier, aux maires concernés des communes membres de ces établissements et aux maires des communes citées à l'article premier.

Nancy le 18 mai 2009

Le préfet,  
Hugues PARANT

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

#### *Service actions et établissements de santé*

#### **Extrait de l'arrêté n° 4 du 11 mai 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### **ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : La composition du Conseil d'Administration du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin est fixée comme suit :

- 1) Le représentant de l'Etat dans le département, Président de droit :
  - Monsieur Hugues PARANT, Préfet de Meurthe-et-Moselle.
- 2) Le Directeur de l'Unité de Formation et de Recherche de Médecine :
  - Monsieur le Professeur Henry COUDANE, Doyen de la Faculté de Médecine de Nancy (fin de mandat en mars 2013).
- 3) Le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire :
  - Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHR de Nancy.
- 4) Une personnalité scientifique désignée par l'Institut National du Cancer :
  - Madame Christiane BRANLANT, Directeur de recherche au CNRS (fin de mandat en mai 2010).
- 5) Un représentant du Conseil Economique et Social Régional (CESR) :
  - Monsieur Patrice SANGLIER, Vice-Président du Conseil Economique et Social de Lorraine (fin de mandat en février 2010).
- 6) Quatre représentants des personnels du Centre, dont deux désignés par la Commission Médicale et deux par le Comité d'Entreprise dont un ayant le statut de cadre :
  - Monsieur le Docteur VERHAEGHE, représentant la Commission Médicale d'Etablissement (fin de mandat en juin 2009),
  - Monsieur le Professeur CONROY, représentant la Commission Médicale d'Etablissement (fin de mandat en juin 2009),
  - Madame Dominique VOLFF, Cadre, représentante du Comité d'Entreprise (fin de mandat en mai 2009),
  - Madame Magda MARI, représentante du Comité d'Entreprise (fin de mandat en mai 2009).
- 7) Quatre personnalités qualifiées, dont au moins un médecin :
  - Monsieur André ROSSINOT, Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy (fin de mandat en mai 2010),
  - Madame Dominique OLIVIER, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin de mandat en mai 2011),
  - Madame Daouia BEZAZ, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en juin 2011),
  - Un médecin en attente de désignation.
- 8) Deux représentants des usagers :
  - Monsieur André HUMBERT, représentant la Ligue Nationale contre le Cancer (fin de mandat en mai 2010),
  - Monsieur le Docteur Roger SAFFROY, représentant la Ligue Nationale contre le Cancer (fin de mandat en mai 2010).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 3 du 18 Juin 2008.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Général du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 mai 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle,  
Daniel BOUFFIER

## DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

## Liste des associations de Meurthe-et-Moselle ayant reçu l'agrément jeunesse et éducation populaire après avis de la commission départementale du 12 mai 2009

Action culturelle du val de Lorraine Théâtre Gérard Philippe – BP 3 54390 Frouard	n° 54-2458
ORDALIES 4 rue du val de Passey 54200 Choley Menillot	n° 54-2459
Centre d'animation local et culturel (C.A.L.C.) Mairie de Jarny Place Paul Mennegand – BP 19 54801 Jarny cedex	n° 54-2460
Scènes et territoires en Lorraine Le grand Sauvoy 17 route de Metz 54320 Maxéville	n° 54-2461
Skin maximizer entertainment 32 rue Oberlin 54000 Nancy	n° 54-2462
Centre lorrain d'information pour le développement (CLID) 29 rue Guilbert de Pixérécourt 54000 Nancy	n° 54-2463
Foyer rural de Raon-les-l'Eau 1 rue de la mairie 54540 Raon-les-l'Eau	n° 54-2464

## DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

## Secrétariat général - Cellule juridique

**Arrêté n° 2009/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 15 mai 2009 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives**

Le directeur de la direction interdépartementale des routes - Est,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté portant délégation de signature du 30 juin 2008, pris par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, au profit de Monsieur Georges TEMPEZ, en sa qualité de directeur interdépartemental des routes – Est ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la direction interdépartementale des routes – Est ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : En ce qui concerne le département de Meurthe-et-Moselle, subdélégation de signature est accordée par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, au profit des agents désignés sous les articles 2 à 6 du présent arrêté, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions, les décisions suivantes :

Code	Nature des délégations	Textes de référence
	A - Police de la circulation Mesures d'ordre général	
A.1	Interdiction et réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Art. R 411-5 et R 411-9 du CDR
A.2	Police de la circulation (hors autoroute) (hors travaux).	
A.3	Délivrance des permis de stationnement hors agglomération. Avis sur les permis de stationnement délivrés par les maires en agglomération.	Art. L 113-2 du code de la voirie routière
	Circulation sur les autoroutes	
A.4	Police de la circulation sur les autoroutes (hors travaux).	Art. R 411-9 du CDR
A.5	Autorisation de circulation de matériels de travaux publics sur autoroute.	Art. R 421-2 du CDR
A.6	Dérogation temporaire ou permanente aux règles d'interdiction d'accès aux autoroutes non concédées (et voies express) à certains matériels et au personnel nécessaires à l'exécution de travaux et appartenant à la DIR-Est, à d'autres services publics ou à des entreprises privées	Art. R 432-7 du CDR
	Signalisation	
A.7	Désignation des intersections dans lesquelles le passage des véhicules est organisé par des feux de signalisation lumineux ou par une signalisation spécifique.	Art. R 411-7 du CDR
A.8	Autorisation d'implantation de signaux d'indication pour les associations et organisme sans but lucratif.	Art. R 418-3 du CDR
A.9	Dérogation à l'interdiction de publicité sur aires de stationnement et de service.	Art. R 418-5 du CDR
	Mesures portant sur les routes classées à grande circulation	
A.10	Délimitation du périmètre des zones 30 sur les routes à grande circulation.	Art. R 411-4 du CDR
A.11	Avis sur arrêtés du maire pris en application de l'alinéa 2 de l'article R 411-8 du code de la route lorsqu'ils intéressent une route classée à grande circulation.	Art. R 411-8 du CDR

	Barrière de dégel - Circulation sur les ponts – Pollution	
A.12	Établissement et réglementation des barrières de dégel sur les routes nationales, et autorisation de circuler malgré une barrière de dégel.	Art. R 411-20 du CDR
A.13	Réglementation de la circulation sur les ponts.	Art. R 422-4 du CDR
	B - Police de la conservation du domaine public et répression de la publicité	
B.1	Commissionnement des agents de l'équipement habilités à dresser procès verbal pour relever certaines infractions à la police de conservation du domaine public routier et certaines contraventions au code de la route.	Art. L 116-1 et s. du code voirie routière, et L.130-4 code route. Arrêté du 15/02/1963
B.2	Répression de la publicité illégale.	Art. R 418-9 du CDR
	C - Gestion du domaine public routier national	
C.1	Permissions de voirie.	Code du domaine de l'État – Article R53
C.2	Permission de voirie : cas particuliers pour : - les ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique - les ouvrages de transport et distribution de gaz - les ouvrages de télécommunication - la pose de canalisation d'eau, de gaz, d'assainissement.	Code de la voirie routière – Articles L113.2 à L113.7 et R113.2 à R113.11, Circ. N° 80 du 24/12/66, Circ. N° 69-11 du 21/01/69 Circ. N° 51 du 09/10/68
C.3	Pour les autorisations concernant l'implantation de distributeurs de carburants ou de pistes d'accès aux distributeurs sur le domaine public et sur terrain privé.	Circ. TP N° 46 du 05/06/56 - N° 45 du 27/03/58, Circ. Interministérielle N° 71-79 du 26/07/71 et N° 71-85 du 26/08/71, Circ. TP N° 62 du 06/05/54 - N° 5 du 12/01/55 - N° 66 du 24/08/60 - N° 60 du 27/06/61, Circ. N° 69-113 du 06/11/69, Circ. N°5 du 12/01/55, Circ. N°86 du 12/12/60
C.4	Délivrance, renouvellement et retrait des autorisations d'emprunt ou de traversées à niveau des routes nationales par des voies ferrées industrielles.	Circ. N° 50 du 09/10/68
C.5	Dérogations interdisant la pose, à l'intérieur des emprises des autoroutes, de canalisations aériennes ou souterraines longitudinales.	Code de la voirie routière – Article R122.5
C.6	Approbation d'opérations domaniales.	Arrêté du 04/08/48 et Arrêté du 23/12/70
C.7	Délivrance des alignements et reconnaissance des limites des routes nationales.	Code de la voirie routière – Articles L112.1 à L 112.7 et R112.1 à R112.3
C.8	Conventions relatives à la traversée du domaine public autoroutier non concédé par une ligne électrique aérienne.	Décret N° 56.1425 du 27/12/56, Circ. N° 81-13 du 20/02/81
C.9	Convention de concession des aires de services.	Circ. N° 78-108 du 23/08/78, Circ. N° 91-01 du 21/01/91, Circ. N° 2001-17 du 05/03/01
C.10	Convention d'entretien et d'exploitation entre l'Etat et un tiers.	
C.11	Avis sur autorisation de circulation pour les transports exceptionnels et pour les ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque.	Art.8 arr. 4 mai 2006
C.12	Signature des transactions : protocoles d'accord amiable pour le règlement des dégâts au domaine public routier, des dommages de travaux public, des défauts d'entretien et des accidents de la circulation.	Article 2044 et suivants du code civil
C.13	Autorisation d'entreprendre les travaux.	Arrêté préfectoral pris en application de la circulaire modifiée n°79-99 du 16 octobre 1979 relative à l'occupation du domaine public routier national
	D - Représentation devant les juridictions	
D.1	Coordination et représentation de l'Etat dans les procédures d'expertises judiciaires sur les parties du réseau routier national de leur ressort.	Circulaire du 23 janvier 2007 du Ministre des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
D.2	Actes de plaidoirie et présentation des observations orales prononcées au nom de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives sous réserve des obligations de représentation obligatoire par avocat, y compris ceux liés aux mesures d'expertise.	Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale

Article 2 : Subdélégation pleine et entière est consentie pour tous les domaines référencés sous l'article 1 ci-dessus au profit de :

- Monsieur Hubert THIBAUDAT, Directeur adjoint Exploitation,
- Monsieur Jérôme GIURICI, Directeur adjoint Ingénierie.

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, aux personnes désignées ci-après :

1 - Monsieur Didier OLHMANN, Chef du Service Politique Routière, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.

2 - Monsieur David MAZOYER, Chef de la Division d'exploitation de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Metz.

3 - Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Besançon.

4 - Monsieur Vincent JUNG, chef du Secrétariat général, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1 – C.12 – D.1 – D.2.



Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 3 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes- Est ou, à défaut de cette décision :

1 - en remplacement de Monsieur Didier OLHMANN, Chef du Service Politique Routière :

\* par Monsieur Pierre VEILLERETTE, Chef-adjoint du Service Politique Routière, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.

2 - en remplacement de Monsieur David MAZOYER, Chef de la Division d'exploitation de Metz :

\* par Monsieur Étienne JACQUES, adjoint du chef de la Division d'exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

\* par Monsieur Frédéric DAVID, Chef de la Division d'exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

\* par Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

3 - en remplacement de Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon :

\* par Monsieur Michel LAURENT, adjoint du chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

\* par Monsieur Frédéric DAVID, Chef de la Division d'exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

\* par Monsieur David MAZOYER, Chef de la Division d'exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

4 - en remplacement de Monsieur Vincent JUNG, chef du secrétariat général :

\* par Monsieur Vincent THIRIET, responsable de la cellule des ressources humaines, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1.

\* par Monsieur Frédéric DAVRAINVILLE, responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

\* par Mademoiselle Maud MARCHAL, assistante du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

\* par Madame Patricia BOURRIER, assistante du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

Article 5 : Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, et sur leur territoire de compétence, aux personnes désignées ci-après :

1 - Monsieur Joël LAQUENAIRE, Chef du District de Nancy, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

2 - Monsieur Alain FABRE, Chef du District de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

3 - Monsieur Gilles GUILLEMAIN, Chef du District de Remiremont, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 5 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes Est ou, à défaut de cette décision :

1 - en remplacement de Monsieur Joël LAQUENAIRE, Chef du District de Nancy :

\* par Monsieur Alain MAHLE, adjoint au chef de district de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Xavier CHAPUT, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Alain FABRE, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Gilles GUILLEMAIN, Chef du District de Remiremont, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Jérôme PFAFF, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Benjamin PUGI, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

2 - en remplacement de Monsieur Alain FABRE, Chef du District de Metz :

\* par Monsieur François LECROQ, adjoint au chef de district de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Xavier CHAPUT, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Gilles GUILLEMAIN, Chef du District de Remiremont, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Joël LAQUENAIRE, Chef du District de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Jérôme PFAFF, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Benjamin PUGI, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

3 - en remplacement de Monsieur Gilles GUILLEMAIN, Chef du District de Remiremont :

\* par Monsieur Sébastien JEANGEOGES, adjoint au chef de district de Remiremont, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Xavier CHAPUT, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Alain FABRE, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Joël LAQUENAIRE, Chef du District de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Jérôme PFAFF, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Benjamin PUGI, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 - C.13.

\* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

Article 7 : Le présent arrêté emporte abrogation de l'arrêté n°2008/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 30 juin 2008, portant subdélégation de signature, pris par M. Georges TEMPEZ, Directeur de la direction interdépartementale des routes Est.

Article 8 : Le Secrétaire Général de la direction interdépartementale des routes - Est sera chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise au Trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, pour information.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 mai 2009

Le directeur interdépartemental des routes - Est,  
Georges TEMPEZ

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

### *Service cohésion sociale*

#### **Extrait de l'arrêté n° 2009-574 du 27 mai 2009 fixant le cahier des charges relatif à la domiciliation des personnes sans domicile stable**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Les organismes de domiciliation des personnes sans domicile stable devront obligatoirement mettre en place des règles de procédure conformément au cahier des charges tel qu'annexé au présent arrêté.

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et dont copie sera adressée à Messieurs les Sous-préfets des arrondissements du département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

*Le cahier des charges annexé à cet arrêté est consultable auprès du service cohésion sociale à la DDASS de Meurthe-et-Moselle.*

### *Service santé - environnement*

#### **Extrait de l'arrêté n° 427/2009/DDASS/SE du 20 mai 2009 portant déclaration d'insalubrité rémissible du local d'habitation sis route de Sivry à Serrières-Belleau (54610) édifié sur la parcelle cadastrée T 59**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant les risques pour la santé publique que représente, en l'état, le local d'habitation sis route de Sivry à SERRIERES-BELLEAU ;

Considérant qu'il y a lieu de prescrire les mesures propres à mettre fin à cette situation ;

#### **ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le local d'habitation sis route de Sivry -54610 SERRIERES-BELLEAU (section T – parcelle 59) dont Madame MULLER Chantal, née GERMAIN résidant 15, rue de Verdun – 54700 PONT-A-MOUSSON, est propriétaire, est déclaré insalubre rémissible.

Article 2 - Afin de remédier à l'insalubrité constatée, les travaux/aménagements suivants devront être effectués dans un délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté :

- recherche et suppression de toutes sources d'humidité (remontée tellurique, condensation, infiltrations, fuites) ;
- mise en place d'une installation de chauffage conforme, sécurisée et adaptée aux caractéristiques des locaux ;
- remise en état/remplacement des sols, murs, plafonds, des huisseries, des plinthes et des ouvrants ;
- mise en place d'un système de ventilation assurant un renouvellement permanent d'air neuf ;
- vérification/remise aux normes de l'installation électrique ;
- améliorer les caractéristiques isolantes des parois ;
- réalisation d'une fondation sous le radier en façade aval du local ;
- reprise/réfection des étanchéités et des planches de rives de la toiture ;
- création d'ouvrage d'évacuation des eaux pluviales ;
- nettoyage/assainissement des abords ;
- ainsi que toutes mesures propres à rendre le local conforme à la législation sanitaire en vigueur.

Article 3 - En cas de travaux susceptibles d'altérer les matériaux et/ ou revêtements (ponçage, abattage de cloisons, intervention sur des matériaux amiantés...), les diagnostics amiante et plomb devront être fournis aux entreprises amenées à intervenir dans l'immeuble.

Article 4 - Les dispositions prévues à l'article 1 du présent arrêté peuvent être levées par un arrêté du préfet sur la constatation par l'autorité sanitaire de la réalisation des travaux.

Article 5 - La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès de la Ministre chargée de la Santé (Direction Générale de la Santé – SD7C – 8, avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de NANCY – 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 6 - A défaut pour le propriétaire de se conformer aux dispositions de l'article 2, il est passible des sanctions prévues à l'article L.1337-4 du Code de la Santé Publique, à savoir « d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 50 000 Euros ».

Article 7 - Conformément à l'article L.1331-28 du Code de la Santé Publique, les textes des articles L.521-1 à L.521-4 du Code de la Construction et de l'Habitation sont reproduits ci-après :

#### Article L 521-1

(Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 181 1° Journal Officiel du 14 décembre 2000)

(Ordonnance n° 2005-1087 du 1 septembre 2005 art. 1 III Journal Officiel du 2 septembre 2005)

(Ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 Journal Officiel du 16 décembre 2005)

Pour l'application du présent chapitre, l'occupant est le titulaire d'un droit réel conférant l'usage, le locataire, le sous-locataire ou l'occupant de bonne foi des locaux à usage d'habitation et de locaux d'hébergement constituant son habitation principale.

Le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le logement ou l'hébergement des occupants ou de contribuer au coût correspondant dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-1 dans les cas suivants :

- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité, d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique, si elle est assortie d'une interdiction d'habiter temporaire ou définitive ou si les travaux nécessaires pour remédier à l'insalubrité rendent temporairement le logement inhabitable ;

- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'un arrêté de péril en application de l'article L.511-1 du présent code, si l'arrêté ordonne l'évacuation du bâtiment ou s'il est assorti d'une interdiction d'habiter ou encore si les travaux nécessaires pour mettre fin au péril rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un établissement recevant du public utilisé aux fins d'hébergement fait l'objet de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité en application de l'article L. 123-3.
- cette obligation est faite sans préjudice des actions dont dispose le propriétaire ou l'exploitant à l'encontre des personnes auxquelles l'état d'insalubrité ou de péril serait en tout ou partie imputable.

## Article L 521-2

(Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 181 2° Journal Officiel du 14 décembre 2000)  
(Ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 Journal Officiel du 16 décembre 2005)  
(Loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 art. 44 III Journal Officiel du 16 juillet 2006)

I - Le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dû pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure prise en application de l'article L. 1331-22 du code de la santé publique à compter de l'envoi de la notification de cette mise en demeure.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cessent d'être dus pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-23 et L. 1331-24 du code de la santé publique ou de mesures décidées en application de l'article L. 123-3. Les loyers ou redevances sont à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suit le constat de la réalisation des mesures prescrites.

Pour les locaux visés par une déclaration d'insalubrité prise en application des articles L. 1331-25 et L. 1331-28 du code de la santé publique ou par un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1, le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage à la mairie et sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée.

Dans le cas où des locaux ont fait l'objet d'une mise en demeure prononcée en application de l'article L. 1331-26-1 du code de la santé publique suivie d'une déclaration d'insalubrité prise en application de l'article L. 1331-28 du même code, le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de la mise en demeure ou son affichage jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée de l'insalubrité.

Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par le propriétaire, l'exploitant ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

II - Dans les locaux visés au I, la durée résiduelle du bail à la date du premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de la mainlevée de l'arrêté d'insalubrité ou de péril ou du constat de la réalisation des mesures prescrites, ou leur affichage, est celle qui restait à courir au premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de l'arrêté d'insalubrité ou de péril, de l'injonction, de la mise en demeure ou des prescriptions, ou leur affichage.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil.

III - Lorsque les locaux sont frappés d'une interdiction définitive d'habiter et d'utiliser, les baux et contrats d'occupation ou d'hébergement poursuivent de plein droit leurs effets, exception faite de l'obligation de paiement du loyer ou de toute somme versée en contrepartie de l'occupation, jusqu'à leur terme ou jusqu'au départ des occupants et au plus tard jusqu'à la date limite fixée par la déclaration d'insalubrité ou l'arrêté de péril.

Une déclaration d'insalubrité, un arrêté de péril ou la prescription de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité ne peut entraîner la résiliation de plein droit des baux et contrats d'occupation ou d'hébergement, sous réserve des dispositions du VII de l'article L. 521-3-2.

Les occupants qui sont demeurés dans les lieux faute d'avoir reçu une offre de relogement conforme aux dispositions du II de l'article L. 521-3-1 sont des occupants de bonne foi qui ne peuvent être expulsés de ce fait.

## Article L 521-3-1

(inséré par Ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 Journal Officiel du 16 décembre 2005)

I - Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction temporaire d'habiter ou d'utiliser ou que son évacuation est ordonnée en application de l'article L. 511-3, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer aux occupants un hébergement décent correspondant à leurs besoins.

A défaut, l'hébergement est assuré dans les conditions prévues à l'article L.521-3-2. Son coût est mis à la charge du propriétaire ou de l'exploitant.

Si un logement qui a fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité au titre du II de l'article L. 1331-28 du code de la santé publique est manifestement sur-occupé, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer l'hébergement des occupants jusqu'au terme des travaux prescrits pour remédier à l'insalubrité. A l'issue, leur relogement incombe au préfet ou au maire dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le coût de l'hébergement est mis à sa charge.

II - Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction définitive d'habiter, ainsi qu'en cas d'évacuation à caractère définitif, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement des occupants. Cette obligation est satisfaite par la présentation à l'occupant de l'offre d'un logement correspondant à ses besoins et à ses possibilités. Le propriétaire ou l'exploitant est tenu de verser à l'occupant évincé une indemnité d'un montant égal à trois mois de son nouveau loyer et destinée à couvrir ses frais de réinstallation.

En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le relogement des occupants est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2.

Le propriétaire est tenu au respect de ces obligations si le bail est résilié par le locataire en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil ou s'il expire entre la date de la notification des arrêtés portant interdiction définitive d'habiter et la date d'effet de cette interdiction.

## Article L 521-3-2

(Ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 Journal Officiel du 16 décembre 2005)

(Loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 art. 44 III Journal Officiel du 16 juillet 2006)

(Ordonnance n° 2007-42 du 11 janvier 2007 art. 3 II Journal Officiel du 12 janvier 2007)

I - Lorsqu'un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1 ou des prescriptions édictées en application de l'article L. 123-3 sont accompagnés d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le maire prend les dispositions nécessaires pour les héberger ou les reloger.

II - Lorsqu'une déclaration d'insalubrité, une mise en demeure ou une injonction prise sur le fondement des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique est assortie d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le préfet, ou le maire s'il est délégataire de tout ou partie des réservations de logements en application de l'article L. 441-1, prend les dispositions nécessaires pour héberger ou reloger les occupants, sous réserve des dispositions du III.

III - Lorsque la déclaration d'insalubrité vise un immeuble situé dans une opération programmée d'amélioration de l'habitat prévue par l'article L. 303-1 ou dans une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, la personne publique qui a pris l'initiative de l'opération prend les dispositions nécessaires à l'hébergement ou au relogement des occupants.

IV - Lorsqu'une personne publique, un organisme d'habitations à loyer modéré, une société d'économie mixte ou un organisme à but non lucratif a assuré le relogement, le propriétaire ou l'exploitant lui verse une indemnité représentative des frais engagés pour le relogement, égale à un an du loyer prévisionnel.

V - Si la commune assure, de façon occasionnelle ou en application d'une convention passée avec l'Etat, les obligations d'hébergement ou de relogement qui sont faites à celui-ci en cas de défaillance du propriétaire, elle est subrogée dans les droits de l'Etat pour le recouvrement de sa créance.

VI - La créance résultant de la substitution de la collectivité publique aux propriétaires ou exploitants qui ne se conforment pas aux obligations d'hébergement et de logement qui leur sont faites par le présent article est recouvrée soit comme en matière de contributions directes par la personne publique créancière, soit par l'émission par le maire ou le préfet d'un titre exécutoire au profit de l'organisme ayant assuré l'hébergement ou le logement.

VII - Si l'occupant a refusé trois offres de logement qui lui ont été faites au titre des I, II ou III, le juge peut être saisi d'une demande tendant à la résiliation du bail ou du droit d'occupation et à l'autorisation d'expulser l'occupant.

Article L 521-4

(Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 181 2° Journal Officiel du 14 décembre 2000)

(Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 3 Journal Officiel du 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002)

(Ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 Journal Officiel du 16 décembre 2005)

I - Est puni de trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 000 euros le fait :

- en vue de contraindre un occupant à renoncer aux droits qu'il détient en application des articles L. 521-1 à L. 521-3-1, de le menacer, de commettre à son égard tout acte d'intimidation ou de rendre impropres à l'habitation les lieux qu'il occupe ;
- de percevoir un loyer ou toute autre somme en contrepartie de l'occupation du logement, y compris rétroactivement, en méconnaissance du I de l'article L. 521-2 ;
- de refuser de procéder à l'hébergement ou au logement de l'occupant, bien qu'étant en mesure de le faire.

II - Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou des locaux mis à bail ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

III - Les personnes morales peuvent être déclarées pénalement responsables, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article.

Les peines encourues par les personnes morales sont :

- l'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;
- les peines complémentaires prévues aux 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du code pénal ;
- la confiscation mentionnée au 8° de cet article porte sur le fonds de commerce ou les locaux mis à bail ;
- lorsque les poursuites sont effectuées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du présent code.

Article 8 - Le présent arrêté sera notifié à :

- Madame MULLER Chantal, née GERMAIN, propriétaire ;
- Madame LOYAL/Monsieur RENARD, locataires.

Il sera également affiché à la mairie de SERRIERES-BELLEAU ainsi que sur la façade du local.

Il sera transmis à Monsieur le Maire de la commune de SERRIERES-BELLEAU, Monsieur le Procureur de la République, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, à l'organisme payeur des aides personnelles au logement ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département.

Article 9 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Monsieur le Maire de SERRIERES-BELLEAU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 10 - Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques dont dépend l'immeuble pour chacun des locaux concernés aux frais du propriétaire mentionné à l'article 1.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 20 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

### Service solidarité - autonomie

#### Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 387 du 19 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Fontaine de Lincourt" de Einville-au-Jard

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Fontaine de Lincourt" – 9 rue du Puits Gros Yeux – 54370 EINVILLE-AU-JARD

N° FINESS : 54 0013315

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	22 184,00	313 529,74
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	278 858,74	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	12 487,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	295 947,89	313 529,74
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	17 581,85	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant excédentaire de 17 581,85 euros (mesures d'exploitation).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "La Fontaine de Lincourt" de EINVILLE-AU-JARD est fixée à 295 947,89 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 29,34 euros  
 GIR 3 et 4 : 24,44 euros  
 GIR 5 et 6 : 19,54 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Fontaine de Lincourt" de EINVILLE-AU-JARD.

Nancy, le 19 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
 Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
 L'Inspecteur principal,  
 Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 404 du 19 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Sablons" de Pulnoy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Sablons" – 34 rue de Saulxures – 54425 PULNOY

N° FINESS : 54 0004512

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	38 295,00	862 163,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	796 768,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	27 100,00	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	862 163,00	862 163,00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Les Sablons" de PULNOY est fixée à 862 163,00 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 35,20 euros  
 GIR 3 et 4 : 26,95 euros  
 GIR 5 et 6 : 18,70 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Sablons" de PULNOY.

Nancy, le 19 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
 Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
 L'Inspecteur principal,  
 Philippe KRIN

**Extrait de l'arrêté 2009 DDASS / SSA / n° 467 – DISAS / Direction PA/PH n° 193 du 20 mai 2009 modifiant l'arrêté en date du 26 mars 2007 autorisant la transformation totale en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) de la maison de retraite « La Sainte Famille » à Vandoeuvre**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Le Président du conseil général  
 de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le coût de fonctionnement - dépendance et hébergement - de ce projet est compatible avec l'objectif annuel 2009 d'évolution des dépenses sociales - secteur personnes âgées - prévu par l'Assemblée Départementale ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Les articles 1, 2, 4 et 5 de l'arrêté conjoint du Préfet et du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 26 mars 2007 restent inchangés.

Article 2 : L'article 3 de l'arrêté conjoint du Préfet et du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 26 mars 2007 est modifié comme suit :

« L'EHPAD « la Sainte Famille » à Vandoeuvre est habilité à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale, pour la totalité de sa capacité d'hébergement permanent (80 places). Les 2 places d'hébergement temporaire ne sont pas habilitées à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale. »

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif de Nancy 5 place carrière 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Général des services du Département de Meurthe-et-Moselle et le Directeur général adjoint aux Solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et du département de Meurthe-et-Moselle, et dont ampliation sera adressée au Président de l'association de gestion « Sainte Famille ».

Nancy, le 20 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

Pour le président du conseil général,  
Michèle PILOT, vice-présidente  
déléguee au développement social  
et aux personnes âgées et handicapées

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 505 du 6 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale et le prix de journée de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de SAINT-NICOLAS-DE-PORT :

N° FINESS (EJ) 54 000 0114

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 675 102,53 euros

- Prix de journée de soins : 41,16 euros

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier spécialisé de Saint-Nicolas-de-Port.

Nancy, le 6 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 506 du 6 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du centre de moyen séjour de Faulx**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale et le prix de journée de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre de Moyen Séjour de FAULX :

N° FINESS (EJ) 54 000 0262

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 319 308,53 euros

- Prix de journée de soins : 31,00 euros

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à centre de moyen séjour de Faulx.

Nancy, le 6 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 572 du 19 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Sainte Famille" de Vandoeuvre-lès-Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Sainte Famille" – 17 rue du Bois le Duc – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

N° FINESS : 54 0003126

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	68 076,00	677 441,19
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	568 068,41	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 632,00	
	Déficit reporté	38 664,78	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	677 441,19	677 441,19
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 38 664,78 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "La Sainte Famille" de VANDOEUVRE-LES-NANCY est fixée à 677 441,19 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 30,11 euros

GIR 3 et 4 : 22,59 euros

GIR 5 et 6 : 15,07 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Sainte Famille" de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Nancy, le 19 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 592 du 20 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Audun-le-Roman**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD d'AUDUN LE ROMAN – géré par la Caisse régionale de la sécurité sociale dans les mines de l'Est – 4 rue du Casino – 57804 FREYMING-MERLEBACH. - N° FINESS (ET) : 54 000 4165

sont fixées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	88 150,00	579 290,32
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	478 920,32	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	12 220,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	579 290,32	579 290,32
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €.

Article 3 - La dotation globale de soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées d'Audun le Roman est fixée à 579 290,32 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 37,13 euros.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la Caisse régionale de la sécurité sociale dans les mines de l'Est à FREYMING-MERLEBACH, gestionnaire du service.

Nancy, le 20 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 593 du 20 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Briey-Homécourt**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD de BRIEY-HOMECOURT – géré par la Caisse régionale de la sécurité sociale dans les mines de l'Est – 4 rue du Casino – 57804 FREYMING-MERLEBACH.

N° FINESS (ET) : 54 001 2762

sont fixées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	76 495,00	499 281,07
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	413 386,07	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	9 400,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	499 281,07	499 281,07
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : excédent de 0,00 €.

Article 3 - La dotation globale de soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Briey-Homécourt est fixée à 499 281,07 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 36,00 euros.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la Caisse régionale de la sécurité sociale dans les mines de l'Est à FREYMING-MERLEBACH, gestionnaire du service.

Nancy, le 20 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 594 du 20 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome du centre de soins Sainte-Marie à Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD Centre de soins Sainte-Marie – 28 rue de la Primatiale – 54000 - Nancy.

N° FINESS : 540 005 345

sont fixées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	11 439,00	369 274,07
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	340 788,94	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	17 046,13	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	342 072,07	369 274,07
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	27 202,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 euros.

Article 3 - La dotation globale de soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Nancy rue Primatiale est fixée à 342 072,07 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 32,08 euros.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre de soins Sainte Marie à Nancy, gestionnaire du service.

Nancy, le 20 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN



**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 595 du 20 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Royaumeix**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD – Centre Brancion – 54200 - ROYAUMEIX.

N° FINESS : 54 000 835 6

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	123 802,77	468 351,38
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	320 532,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	24 016,61	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	468 351,38	468 351,38
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €.

Article 3 - La dotation globale de soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Royaumeix est fixée à 468 351,38 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 32,08 euros.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Association « Le Toullois-Nord-Familial » à Royaumeix, gestionnaire du service

Nancy, le 20 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 596 du 20 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'association hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale et le prix de journée de soins 2009 de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

ssociation Hospitalière St Eloi à NEUVES-MAISONS :

N° FINESS (EJ) 54 000 0437

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 493 753,66 €

- Prix de journée de soins : 30,86 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association hospitalière Saint Eloi à Neuves-Maisons.

Nancy, le 20 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 598 du 26 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les 4 Cantons" de Baccarat**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD "Les 4 Cantons" – 11 rue des Moulins – 54120 BACCARAT

N° FINESS : 54 0010592

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	186 517,26	566 754,85
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	370 000,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 237,59	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	564 530,10	566 754,85
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	2 224,75	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées "Les 4 cantons" de BACCARAT est fixée à 564 530,10 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 36,83 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées "Les 4 Cantons" de BACCARAT.

Nancy, le 26 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Claudine BARBASTE

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 599 du 26 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les 3 Rivières" de Blainville-sur-l'Eau**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD "Les 3 Rivières" – 1 rue du Presbytère – 54360 BLAINVILLE-SUR-L'EAU

N° FINESS : 54 0012788

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	225 107,92	651 107,92
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	418 000,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	8 000,00	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	651 107,92	651 107,92
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées "Les 3 Rivières" de BLAINVILLE-SUR-L'EAU est fixée à 651 107,92 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 39,64 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées "Les 3 Rivières" de BLAINVILLE-SUR-L'EAU.

Nancy, le 26 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Claudine BARBASTE

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 600 du 26 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les Etangs" de Einville-au-Jard**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD "Les Etangs" – 7 place de la Fontaine – 54370 EINVILLE-AU-JARD

N° FINESS : 54 0013018

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	264 351,30	686 351,30
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	414 000,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	8 000,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	686 151,30	686 351,30
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	200,00	
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées "Les Etangs" de EINVILLE-AU-JARD est fixée à 686 151,30 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 35,47 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées "Les Etangs" de EINVILLE-AU-JARD.

Nancy, le 26 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Claudine BARBASTE

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 601 du 26 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut public autonome de Vézelize**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD de Vézelize – rue Notre Dame – 54330 VEZELISE

N° FINESS : 54 0007283

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	86 787,51	313 524,54
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	225 587,17	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 149,86	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	312 524,54	313 524,54
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	1 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de VEZELISE est fixée à 312 524,54 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 32,61 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées de VEZELISE.

Nancy, le 26 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Claudine BARBASTE

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

*Service agriculture, forêt, chasse*

### Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/263 du 15 mai 2009 accordant la labellisation en tant que Centre d'Élaboration du Plan de Professionnalisation Personnalisé à la Chambre d'agriculture de Lorraine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la candidature présentée par la Chambre d'agriculture de Lorraine permet de remplir les objectifs qui sont dévolus au Centre d'Élaboration du Plan de Professionnalisation Personnalisé, compte-tenu :

- de l'organisation régionale proposée en vue de renforcer l'expertise de ces conseillers en associant les chambres départementales d'agriculture, lesquelles proposent des candidatures de conseillers projet et formation,
- du large éventail de compétences et de l'expérience acquise dans le domaine de la formation professionnelle continue en agriculture par les chambres départementales d'agriculture qui interviennent dans le cadre du parcours à l'installation (en assurant l'animation du CAC, en participant aux stages préparatoires à l'installation),
- des moyens humains que ces structures affecteront à cette mission ;

#### AR R E T E

Article 1<sup>er</sup> - Labellisation

La labellisation en tant que Centre d'Élaboration du Plan de Professionnalisation Personnalisé est accordée à la Chambre d'agriculture de Lorraine.

Article 2 - Durée

Cette labellisation est accordée pour une durée de trois années à compter de la signature du présent arrêté.

Article 3 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

### Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/264 du 15 mai 2009 accordant la labellisation en tant que Point Info Installation à l'association « Point Info Installation de Meurthe-et-Moselle »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la candidature présentée par l'association « Point Info Installation de Meurthe-et-Moselle » permet de remplir les objectifs qui sont dévolus au Point Info Installation, au vu de l'expérience acquise par cette association depuis 2001 dans l'accueil, la diffusion d'information et de conseils auprès des personnes souhaitant s'installer en agriculture, et compte tenu des moyens humains et matériels dont dispose cette structure et qui seront affectés à cette mission ;

#### AR R E T E

Article 1<sup>er</sup> - Labellisation

La labellisation en tant que Point Info Installation est accordée à l'association « Point Info Installation de Meurthe-et-Moselle ».

Article 2 - Durée

Cette labellisation est accordée pour une durée de trois années à compter de la signature du présent arrêté.

Article 3 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

### Extrait de l'arrêté 2009/DDEA/AFC n° 265 du 18 mai 2009 relatif à la mise en œuvre de la prime herbagère agroenvironnementale 2 - campagne 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### AR R E T E

Article 1<sup>er</sup> : PRESENTATION DU DISPOSITIF

En application de l'article 36 a) iv) du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005, des engagements agroenvironnementaux tels que définis par le décret n° 2007-1342 susvisé peuvent porter sur les actions de gestion extensive des prairies figurant dans le Programme de Développement Rural Hexagonal et qui sont reprises dans l'annexe au présent arrêté, dans la limite des crédits affectés à ce dispositif.

Ce dispositif est dénommé « prime herbagère agroenvironnementale » (PHAE2).

Article 2 : CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

Sont éligibles à la PHAE2 les demandeurs respectant l'ensemble des conditions suivantes :

- Appartenir à l'une des catégories suivantes :

- \* personnes physiques exerçant des activités réputées agricoles au sens de l'article L. 311-1 du code rural, âgées de dix-huit ans au moins et de moins de soixante ans au 1er janvier de l'année de la demande ;

- \* les sociétés exerçant des activités réputées agricoles au sens de l'article L. 311-1 du code rural, sous réserve qu'elles satisfassent aux conditions de l'article L. 341-2 du code rural et qu'au moins un des associés-exploitant répondent aux conditions relatives aux personnes physiques ;
  - \* les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles au sens de l'article L. 311-1 du code rural ;
  - \* les personnes morales qui mettent des terres à disposition d'exploitants de manière indivise. Elles sont dites « entités collectives ».
- Etre à jour auprès de l'agence de l'eau, au 15 mai de l'année de la demande d'engagement, du paiement de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique au titre de l'article L. 213-10-2 du code de l'environnement ou de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau au titre de l'article L. 213-10-9 du code de l'environnement, s'ils sont assujettis à l'une ou l'autre de ces redevances.
  - Avoir déposé une demande d'engagement et un dossier de déclaration de surfaces réputées recevables.
  - Appartenir à au moins une des catégories suivantes :
    - \* titulaires d'un engagement en PHAE1 arrivant à échéance en 2009,
    - \* titulaires d'un contrat d'agriculture durable (CAD) comprenant une mesure herbagère (codée 1903, 2001 ou 2002), échu au 15 mai 2009,
    - \* agriculteurs installés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008 avec le bénéfice d'une Dotation jeune agriculteur

Par ailleurs, pour les demandeurs individuels, l'exploitation doit respecter les critères suivants :

- le taux de spécialisation herbagère, calculé conformément aux instructions ministérielles, est supérieur ou égal à 75 %
- le chargement, calculé conformément aux instructions ministérielles, est compris entre 0,20 et 1,4 UGB par hectare.

#### Article 3 : ENGAGEMENTS GÉNÉRAUX

Par le dépôt de sa demande, le souscripteur s'engage, sous réserve que sa demande soit acceptée par un engagement juridique, durant 5 ans à compter du 15 mai 2009 :

- à respecter les exigences liées à la conditionnalité des aides ainsi que les exigences complémentaires relatives aux pratiques de fertilisation et d'utilisation des produits phytopharmaceutiques ;
- à ne pas diminuer la surface totale engagée dans le dispositif, sauf à transmettre les engagements souscrits à un repreneur éligible susceptible de les poursuivre jusqu'à leur terme ;
- à respecter, sur l'ensemble des surfaces concernées, le cahier des charges décrit dans la notice explicative figurant en annexe ;
- à adresser chaque année une déclaration annuelle de respect des engagements ainsi que les documents dont la liste est fixée par instruction ministérielle ;
- à conserver l'ensemble de ces documents sur l'exploitation pendant toute la durée de l'engagement et durant quatre ans après la fin de l'engagement ;
- à signaler au préfet toute modification de la situation de son exploitation susceptible d'avoir une incidence sur l'engagement souscrit ;
- à permettre l'accès de son exploitation aux autorités en charge des contrôles et à faciliter ces contrôles ;

Les obligations non respectées feront l'objet de sanctions financières suivant des modalités fixées par décret et arrêté interministériels.

#### Article 4 : RÉMUNÉRATION DE L'ENGAGEMENT

Le montant des mesures que peut solliciter un demandeur individuel est de 76 euros par hectare engagé dans la mesure PHAE2.

Lorsque des surfaces situées dans un autre département que le département de Meurthe-et-Moselle sont engagées en PHAE2, le montant unitaire versé en contrepartie de l'engagement de ces surfaces sera celui défini dans le département en question pour la mesure souscrite.

Le total des aides versées à un exploitant individuel au titre de la PHAE2, de la PHAE et des actions de type 1903, 2001, 2002 souscrites dans le cadre d'un CAD non échu en 2009 ne pourra dépasser 7 600 euros par an. En conséquence, aucun engagement qui conduirait, une année au moins, à dépasser ce montant ne pourra être accepté.

Pour les groupements agricoles d'exploitation en commun résultant de la fusion d'exploitations autonomes préexistantes, le montant maximum des aides défini ci-dessus peut être multiplié par le nombre d'exploitations regroupées, dans la limite du nombre d'associés éligibles et dans la limite maximale de trois.

Les engagements dont la contrepartie financière annuelle serait inférieure à 300 euros ne seront pas acceptés.

Chaque engagement fera l'objet d'une décision préfectorale. Après avoir pris connaissance des modalités financières définitives, le demandeur pourra renoncer en 2009 à son engagement sans pénalités, dans un délai de 15 jours.

#### Article 5 : PRÉCISIONS SUR LE CAHIER DES CHARGES

Les pelouses calcaires, les prairies permanentes situées en zone inondable (cartographie communale disponible en mairie) présentent un intérêt particulier pour la préservation de la biodiversité des exploitations agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Il en est de même pour les prairies permanentes disposant au minimum de 15 espèces floristiques différentes, à l'exclusion des espèces suivantes : ortie (*urtica* sp.), chardon (*cirsium arvense*), rumex sp., pissenlit (*taraxacum* sp.) et renoncule (*ranunculus arvensis*)

Ces surfaces peuvent donc être comptabilisées dans le cadre des obligations de détention minimale d'éléments de biodiversité, mentionnées dans le cahier des charges de la PHAE2, un hectare de ces surfaces correspondant à un hectare de surface de biodiversité.

#### Article 6 : EXECUTION ET DIFFUSION DE L'ARRETE

Le Secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture. Une copie de l'arrêté sera transmise pour information à Monsieur le délégué régional de l'ASP.

Nancy, le 18 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

L'annexe : Notice Départementale PHAE2 - campagne 2009 peut être consultée à la DDEA - Service agriculture, forêt, chasse – Cité administrative, 45 rue Sainte-Catherine – 54000 NANCY.

### Service aménagement durable, urbanisme, risques

#### Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/ADUR/009 du 18 mai 2009 - Commune de Praye - Approbation de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : La carte communale de PRAYE qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/5 000<sup>e</sup>,
- un plan de zonage au 1/2 000<sup>e</sup>,
- un plan des réseaux au 1/2 000<sup>e</sup>.

Article 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 4 : Le conseil municipal de PRAYE n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire. En conséquence, conformément à l'article L. 422-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'État.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et le maire de PRAYE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 18 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

**Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/ADUR/017 du 20 mai 2009 portant prorogation du délai de validité des effets de la déclaration d'utilité publique du 2 juin 2004 - Liaison routière entre Briey et l'autoroute A4 - Construction d'une voie nouvelle entre la route départementale n° 137 et la route départementale n° 613 (ancienne route nationale n° 103), sur le territoire des communes de Briey et de Moutiers**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : Est prorogée pour une période de (5) cinq années, la validité de la déclaration d'utilité publique du 2 juin 2004 relative au projet de construction d'une voie nouvelle entre la route départementale n° 137 et la route départementale n° 613 (ancienne route nationale n° 103), sur le territoire des communes de BRIEY et de MOUTIERS.

Article 2 : L'expropriation des immeubles nécessaires à l'exécution du projet susvisé devra être réalisé pour le compte du département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Messieurs les maires de BRIEY et de MOUTIERS sont chargés d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de BRIEY
- Monsieur le maire de MOUTIERS
- Monsieur le président du Conseil Général
- Monsieur le président du tribunal administratif
- Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture

Nancy, le 20 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

### TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**Arrêté du 25 mai 2009 portant délégation de signature à M. Michel RIBAGNAC, inspecteur départemental des impôts, responsable du service des impôts des particuliers de Pont-à-Mousson**

Le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 396 A de son annexe II,

Vu le livre des procédures fiscales,

Vu le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques,

Vu l'arrêté du 17 mars 2009 portant création de services des impôts des particuliers dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - Délégation de signature est donnée à M. Michel RIBAGNAC, inspecteur départemental des impôts, responsable du service des impôts des particuliers de Pont-à-Mousson, à l'effet de statuer sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros.

Article 2 - Le présent arrêté sera affiché dans les locaux du services des impôts des particuliers de Pont-à-Mousson.

Nancy, le 25 mai 2009

Le trésorier-payeur général,  
Christian BRUNET

### AVIS ET COMMUNICATIONS

#### PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

##### DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

*Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement*

**Avis de demande de constitution d'un groupe de travail appelé à élaborer un règlement de publicité à Baccarat**

Par délibération du 6 mai 2009, le conseil municipal de la ville de BACCARAT a demandé la constitution d'un groupe de travail chargé d'élaborer un règlement local de publicité dans la commune.

Conformément aux dispositions du code de l'environnement en particulier aux articles R.581-36 à R.581-41, pourront être associées à ce groupe de travail, avec voix consultative, et sur leur demande :

- ♦ Les chambres de commerce et d'industrie, de métiers, d'agriculture
- ♦ Les associations locales d'usagers agréées
- ♦ Les professions intéressées  
(cinq représentants au total).

Les demandes de participation avec voix consultative devront être adressées par pli recommandé avec avis de réception postale, ou déposées contre décharge, à la préfecture de Meurthe-et-Moselle – direction du développement durable et des politiques Interministérielles – bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 1 rue Préfet Erignac 54038 NANCY Cedex, dans un délai de 15 jours à compter de la publication de la présente annonce.

Tous les renseignements complémentaires pourront être obtenus à la mairie de BACCARAT.

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE***Service aménagement durable, urbanisme, risques***Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 13353 du 27 mai 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Lunéville**

Par arrêté préfectoral n° 13353 en date du 27 mai 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du remplacement provisoire poste Réunis rue de la République, sur la commune de Lunéville.

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 24702 du 27 mai 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Ecrouves**

Par arrêté préfectoral n° 24702 en date du 27 mai 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du remplacement CH Lamarche rue Jean Rostand, sur la commune d'Ecrouves.

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 27968 du 27 mai 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Autrey**

Par arrêté préfectoral n° 27968 en date du 27 mai 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement producteur photovoltaïque Autrey 1 GAEC des Acajous, sur la commune d'Autrey.

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 29660 du 27 mai 2009 autorisant EH VOSGES à exécuter des travaux sur la commune de Bures**

Par arrêté préfectoral n° 29660 en date du 27 mai 2009, EH VOSGES, 14 rue de Verdun 88510 ELOYES a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'enfouissement des réseaux électriques rue Grandval, sur la commune de Bures.

**AUTRES SERVICES****CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE****Extrait de la décision n° 09-03 du 22 avril 2009 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant la transmission à l'Agence Nationale des Chèques Vacances (ANCV) des données correspondantes aux personnes fragiles susceptibles de bénéficier d'une aide sous forme de chèques vacances**

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

**D E C I D E**

Article 1<sup>er</sup> - Il est créé au sein des organismes de la Mutualité Sociale Agricole un traitement automatisé d'informations à caractère personnel destiné à permettre une bonne répartition de l'attribution des chèques vacances aux personnes fragiles ressortissantes du régime agricole.

La constitution d'une commission d'attribution spécifique et l'élaboration d'un bilan annuel quantitatif et qualitatif transmis à l'Agence Nationale des Chèques Vacances (ANCV) permettra ainsi aux familles modestes ou fragiles, aux jeunes (16 à 25 ans) autonomes ou en charge de(s) parent(s), aux adultes isolés, aux salariés d'une des cinq catégories de Structures d'Insertion par l'Activité Economique ou aux personnes en situation de handicap, de bénéficier de cette aide sociale.

Les données à caractère personnel sont conservées cinq ans.

Article 2 - Les informations concernées par ce traitement sont relatives à :

- l'identification des bénéficiaires (nom, prénom, adresse et date de naissance),
- la situation familiale des bénéficiaires,
- la vie professionnelle bénéficiaires (statut professionnel, CDI, précarité),
- la situation économique et financière (ex : RMI, CMU, montant des ressources...),
- la santé (type de handicap des bénéficiaires),
- les moyens de déplacement des personnes (train, autocar, voiture et avion).

Article 3 - Les destinataires de ces informations sont les caisses de la MSA y compris l'assistante sociale, la CCMSA et l'ANCV.

Article 4 - Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, les bénéficiaires des chèques vacances concernés par ce traitement, peuvent obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations les concernant, en s'adressant auprès de la caisse dont ils relèvent. Le droit d'opposition peut s'exercer dans les mêmes conditions que celles du droit d'accès, toutefois, celui-ci entraînera la radiation du demandeur sur la liste des bénéficiaires des chèques vacances.

Article 5 - Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole ainsi que les Directeurs des Caisses de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Correspondant à la protection des données à caractère personnel,

Christian FER

Bagnolet, le 22 avril 2009

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole,  
François GIN

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MSA LORRAINE est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur Général de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur Général de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 5 mai 2009

Le Directeur Général,  
Jean-Marie GERARD

**Extrait de la décision n° 08-22 du 7 janvier 2009 relative à l'évolution d'un traitement portant sur la mise en œuvre d'une enquête de santé relative au vieillissement en agriculture**

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> - Il a été créé au sein des Organismes de Mutualité Sociale Agricole un traitement d'informations à caractère personnel ayant pour finalité d'améliorer la connaissance en terme de pénibilité au travail des salariés du régime agricole de plus de 50 ans aux fins de mise en place d'actions de prévention en santé au travail.

L'évolution du traitement porte sur l'envoi des données statistiques par la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole (CCMSA) à l'institut de Santé Publique, d'Epidémiologie et de Développement (ISPED).

Article 2 - Pour ce faire, les salariés de plus de 50 ans venus en visite médicale sont invités à remplir un questionnaire relatif à la perception de leur santé au regard de leur activité professionnelle.

A cette occasion ; ils transmettent aux Caisses départementales de MSA par le biais du médecin du travail, les données suivantes les concernant :

- Données d'identification de l'assuré (nom, prénom, sexe, date de naissance, numéro invariant),
- Données maritales et familiales (mariage, famille à charge),
- Données professionnelles (secteur professionnel, temps de travail hebdomadaires, horaires, niveau d'études, ancienneté, taille de l'établissement, nature du contrat de travail, parcours professionnel),
- Données de satisfaction (sentiment sur son travail : enrichissement, implication, reconnaissance),
- Données de perspectives d'avenir (sentiment sur la retraite),
- Données de loisirs (sports, activités sociales, culturelles, artistiques),
- Données de pénibilité physiques au travail : port de charges lourdes, exposition au bruit, aux intempéries, aux hautes ou basses températures,
- Données de pénibilité psychologiques ou psychiques au travail : exposition au stress, au danger,
- Données de santé : impression générale de l'assuré sur son état de santé (douleurs, fatigue, troubles visuels, digestifs, d'audition, du sommeil, de concentration, de mémoire, problèmes de mobilité, d'irritabilité, ennui) et influence du travail sur celui-ci.

Article 3 - Les destinataires des informations à caractère personnel sont le médecin du travail de la caisse départementale et pluri-départementale et la personne placée sous son autorité.

La CCMSA et l'ISPED sont destinataires des données statistiques anonymisées.

Article 4 - Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux Libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement. En vertu de l'article 38 de la loi susvisée, les personnes concernées par le traitement peuvent également exercer leur droit d'opposition et ce, dans les mêmes conditions que le droit d'accès et de rectification.

Article 5 - Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des Caisses départementales de MSA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Correspondant à la protection des données à caractère personnel,  
Christian FER

Bagnolet, le 7 janvier 2009

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de Mutualité Sociale Agricole,  
François GIN

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la Mutualité Sociale Agricole Lorraine est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur Général de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur Général de la MSAL.

Vandœuvre-lès-Nancy, le 12 mai 2009

Le Directeur Général,  
Jean-Marie GERARD

---

**Extrait de l'acte réglementaire du 7 mai 2009 relatif à un traitement de données à caractère personnel portant sur le transfert de données fiscales de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) vers la CCMSA permettant la suppression de la déclaration de ressources pour les prestations familiales**

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> - Il est modifié au sein des organismes de mutualité sociale agricole le traitement automatisé de données à caractère personnel destiné à recueillir auprès de l'administration fiscale les données fiscales, nécessaires à l'ouverture, au maintien des droits et au calcul des prestations familiales. La présente modification porte sur l'ajout de nouvelles données à caractère personnel.

Ce rapprochement d'informations entre la Mutualité Sociale Agricole et la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) porte sur les ressources des allocataires.

Article 2 - Les informations concernées par ce traitement sont relatives à :

- des données d'identification (nom, prénom, date et lieu de naissance),
- numéro de sécurité sociale (NIR),
- la situation familiale (marié, célibataire, pacsé, etc),
- l'adresse,
- la situation économique et financière (revenus déclarés servant à l'attribution des prestations familiales y compris les indemnités journalières d'accident du travail ou de maladie professionnelle et le nombre d'enfants rattachés au foyer fiscal).

Article 3 - Les destinataires de ces informations sont :

- la CCMSA,
- les CMSA,
- la DGFIP.



Article 4 - Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement.

Le droit d'opposition prévu par l'article 38 alinéa 1<sup>er</sup> de la loi du 6 janvier 1978 ne s'applique pas au présent traitement, celui-ci ayant un caractère obligatoire.

Article 5 - Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Bagnolet, le 7 mai 2009

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole,  
François GIN

« Le traitement automatisé mis en œuvre par la Mutualité Sociale Agricole Lorraine est conforme aux dispositions de la décision ci-dessus et il est placé sous la responsabilité du Directeur Général de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Mutualité Sociale Agricole Lorraine auprès de son Directeur Général ».

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 12 mai 2009

Le Directeur Général,  
Jean-Marie GERARD

